

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3898

16 décembre 2014

SOMMAIRE

Aircraft Holding Solutions Lux S.à r.l. ...	187065	Deutsche Oel & Gas S.A.	187072
Aircraft Solutions Lux VIII S.à r.l.	187065	Discovery B S.à r.l.	187072
Ampelmann International S.à r.l.	187065	Global Project Investment S.C.A.	187058
APEX Tool Holding Luxembourg	187067	GMB Holding S.A.	187058
ArcelorMittal International	187068	Kevlar S.A.	187104
Ardea S.A.	187069	KH III Lending 801 S.à r.l.	187092
Area9 GH S.à r.l.	187068	Mafur S.à r.l.	187058
Arminius Astoria (Luxembourg) S.à r.l. .	187068	palero invest S.à r.l.	187060
ARN SA	187069	palero invest S.à r.l.	187064
Assurances & Benefits Courtage S.à r.l. .	187069	Pemberton Special Investments GP I S.à	
A.T.U. Luxembourg S.à r.l.	187065	r.l.	187085
Celanese International Holdings Luxem-		Santa Capital Holding S.à r.l.	187104
bourg S.à r.l.	187069	Stonehill Holdings S.à r.l.	187076
Cercle des Etudiants Luxembourgeois à		Symbolinvest S.A.	187067
Montpellier	187070	Tailo Investments S.A.	187059
Château Thei S.A.	187071	Temperature Controlled Logistics S.à r.l.	
Chelsfield Leipzig S.à r.l.	187070	187059
Cheverny 1 International S.à r.l.	187065	Three Hills Capital I S.C.A.	187058
Chimindu S.A.	187071	Thya S.A.	187059
Cintract S.à r.l.	187071	Torres Immolux S.A.	187059
Citran Greysac S.A.	187071	Translog S.A.	187060
Compagnie Sud-Express S.A.	187058	Vactec Management S.A.	187060
Concrete Investment I S.C.A.	187070	VRWAY Communication S.A.	187060
Consult Redange S.A.	187070		

Compagnie Sud-Express S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op der Schmett.
R.C.S. Luxembourg B 102.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 1^{er} décembre 2014.

Référence de publication: 2014190999/10.

(140213334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Mafur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4980 Reckange-sur-Mess, 57, rue J.P. Hilger.
R.C.S. Luxembourg B 106.100.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014191302/10.

(140212675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Three Hills Capital I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 177.313.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69650 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191528/10.

(140212576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

GMB Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56, avenue Frantz Clément.
R.C.S. Luxembourg B 166.177.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/11/2014.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2014190254/12.

(140211752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Global Project Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 162.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société
Un mandataire*

Référence de publication: 2014190238/12.

(140211468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Tailo Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 135.109.

—
Extrait des résolutions par l'actionnaire unique en date du 27 novembre 2014

L'actionnaire unique ratifie la cooptation en tant qu'administrateur de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

L'actionnaire unique renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, et de Monsieur Cyrille Vallée, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui se tiendra en 2015.

L'actionnaire unique renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014191537/20.

(140212418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Temperature Controlled Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, 19, rue de Marbourg.

R.C.S. Luxembourg B 92.723.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014191527/12.

(140213010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Thya S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 85.878.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191543/9.

(140212767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Torres Immolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 200, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.341.

—
Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires du 27 novembre 2014 que les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes ont été renouvelés.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014191549/11.

(140212521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Translog S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 133.538.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191551/9.

(140212597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

**VRWAY Communication S.A., Société Anonyme,
(anc. Vactec Management S.A.).**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 132.690.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, en date du 9 octobre 2007, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 2657 du 20 novembre 2007.

- Statuts modifiés par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 29 septembre 2014, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 2847 du 10 octobre 2014.

Il résulte de la lettre adressée à la société VRWAY COMMUNICATION S.A. en date du 24 octobre 2014, que Monsieur Giorgio GIUDICI a démissionné de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Pour la société VRWAY COMMUNICATION S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2014191574/16.

(140212568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

palero invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 159.445.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den siebten November,

fand vor mir, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

eine Außerordentliche Generalversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter (die Gesellschafter) der palero invest S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischen Recht, mit Sitz in 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg (R.C.S. Luxembourg) unter Sektion B und der Nummer 159445 und mit Gesellschaftskapital von sechs und neunzig tausend zwei hundert vier und neunzig Euro (EUR 96,294.-) (die Gesellschaft) statt. Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde von Herrn Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg, am 22. Februar 2011 gegründet, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 30. Mai 2011 unter der Nummer 1151, Seite 55241. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert aufgrund einer Urkunde von Herrn Maître Henri Hellinckx, vorgeannt, am 21. Dezember 2012 welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 12. März 2013 unter der Nummer 605 Seite 29013 veröffentlicht wurde.

SIND ERSCHIENEN:

1. aeries Private Investments S.A., SICAR, société d'investissement en capital à risque, eine Gesellschaft gegründet gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg (R.C.S. Luxembourg) unter Sektion B und der Nummer 122562,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, Gemäss am 7. November 2014 privatschriftlicher ausgestellter Vollmacht;

2. Inter Private Equity, eine Aktiengesellschaft nach dem Recht der britischen Jungferninseln, mit Sitz in Ward's Building, Wickhams cay, P.O. Box 4465, Road Town, Tortola, British Virgin Islands eingetragen im Handelsregister der britischen Jungferninseln unter Nummer 577488,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, Gemäss am 4. November 2014 privatschriftlicher ausgestellter Vollmacht;

3. Hendrik Brandis, wohnhaft in 56, Renatastrasse, D-80639 München, Deutschland,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, Gemäss am 4. November 2014 privatschriftlicher ausgestellter Vollmacht;

4. Christian Daumann, wohnhaft in 10, Rieslingweg D-55296 Gau-Bischofsheim, Deutschland,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, Gemäss am 3. November 2014 privatschriftlicher ausgestellter Vollmacht;

5. Felix Frohn-Bernau, wohnhaft in 69, Königinstrasse, D-80539 München, Deutschland,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, Gemäss am 3. November 2014 privatschriftlicher ausgestellter Vollmacht, und;

6. Conny Wuppermann, wohnhaft in 3, Selbach D-51519 Odenthal, Deutschland,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, Gemäss am 3. November 2014 privatschriftlicher ausgestellter Vollmacht.

Die genannte Vollmachten bleiben nach Zeichnung ne varietur durch den unterzeichnenden Notar und durch die/ den für die Erschienenen Bevollmächtigte(n) der hier vorliegenden Urkunde angehängt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Erschienenen Bevollmächtigten, welche wie zuvor beschrieben wirksam vertreten dürfen, bitten, den unterzeichnenden Notar folgendes zu beurkunden:

I. Sechs und neunzig tausend zwei hundert vier und neunzig (96.294) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1.-), die die gesamte Stimmrechte der Gesellschaft von sechs und neunzig tausend zwei hundert vier und neunzig Euro (EUR 96.294.-) darstellen, werden an dieser somit gültig konstituierten Versammlung vertreten, die über die hierunter wiedergegebenen Tagesordnungspunkten beschließen darf;

II. Die Tagesordnung der Versammlung ist Folgende:

1. Verzicht auf die Einberufung;

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft um zwei hundert drei tausend sieben hundert sechs Euro (EUR 203,706.-) um es von seinem augenblicklichen Betrag von sechs und neunzig tausend zwei hundert vier und neunzig Euro (EUR 96,294.-) auf drei hundert tausend Euro (EUR 300,000.-) zu bringen, durch die Schaffung von zwei hundert drei tausend sieben hundert sechs (203,706) neuen Anteilen mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1.-) welche die dieselben Rechte und Pflichten genießen wie die vorhandenen Gesellschaftsanteile;

3. Zeichnung von und Zahlung der in Punkt 2. hier oben beschriebenen Erhöhung des Grundkapitals gegen Bareinlage;

4. Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 6 der Gesellschaftssatzung um die angenommenen Abänderungen, die unter Punkt 2 der Tagesordnung stehen, Rechnung zu tragen;

5. Ermächtigung an jeden Geschäftsführer der Gesellschaft im Namen der Gesellschaft, die Eintragung der neu ausgegebenen Aktien im Aktienbuch vorzunehmen.

6. Verschiedenes.

III. Die Gesellschafter haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss:

Mit Anwesenheit des gesamten Gesellschaftskapitals, verzichtet die Versammlung auf die Einberufung, da die bevollmächtigten Gesellschafter sich als ordnungsgemäß eingeladen betrachten und erklären, dass sie vollständige Kenntnisse der im Voraus mitgeteilten Tagesordnung haben

Zweiter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von zwei hundert drei tausend sieben hundert sechs Euro (EUR 203.706.-) zu erhöhen, sodass das gegenwärtige Gesellschaftskapital in Höhe von sechs und neunzig tausend zwei hundert vier und neunzig Euro (EUR 96.294.-), bestehend aus sechs und neunzig tausend zwei hundert vier und neunzig (96.294) Anteilen auf drei hundert tausend Euro (EUR 300.000.-) durch die Ausgabe von zwei hundert drei tausend sieben hundert sechs (203.706) neuen Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1.-) erhöht wird.

Dritter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen, folgende Zeichnung und Zahlung der Erhöhung des Grundkapitals wie folgt zu akzeptieren und aufnehmen:

Zeichnung - Zahlung

1. aeris Private Investments S.A., SICAR, vorgenannt, erklärt fünf und neunzig tausend sieben hundert zwei und vierzig (95.742) neue Anteile zu zeichnen, mit jeweils einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1.-), und sie voll bar einzuzahlen.

2. Inter Private Equity, vorgenannt, erklärt, fünf und neunzig tausend sieben hundert zwei und vierzig (95.742) neue Anteile zu zeichnen, mit jeweils einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1.-), und sie voll bar einzuzahlen.

3. Hendrik Brandis, vorgeannt, erklärt, zehn tausend ein hundert fünf und achtzig (10.185) neuen Anteilen zu zeichnen, mit jeweils einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1.-), und sie voll bar einzuzahlen.

4. Christian Daumann, vorgeannt, erklärt, sechs hundert neun und siebenzig (679) neue Anteile zu zeichnen, mit jeweils einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1.-), und sie voll bar einzuzahlen.

5. Felix Frohn-Bernau, vorgeannt, erklärt, sechs hundert neun und siebenzig (679) neue Anteile zu zeichnen, mit jeweils einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1.-), und sie voll bar einzuzahlen.

6. Conny Wuppermann, vorgeannt, erklärt sechs hundert neun und siebenzig (679) neue Anteile zu zeichnen, mit jeweils einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1.-), und sie voll bar einzuzahlen.

Der Betrag von zwei hundert drei tausend sieben hundert sechs Euro (EUR 203.706.-) steht der Gesellschaft somit zur freien Verfügung. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichnenden Notar vor.

Vierter Beschluss:

Als Konsequenz des zweiten Beschlusses, beschließen die Gesellschafter, den ersten Absatz des Artikels 6 der Gesellschaftssatzung in der Weise zu ändern und dergestalt neu zu formulieren, dass er nun wie folgt lautet:

" **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt drei hundert tausend Euro (EUR 300.000.-) aufgeteilt in drei hundert tausend (300.000.-) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1.-), welche integral gezeichnet und voll eingezahlt wurden."

Fünfter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen, jedem Geschäftsführer der Gesellschaft die Befugnis einzuräumen, für die Gesellschaft die Eintragung der hiermit ausgegebenen Anteile in das Gesellschaftsregister der Gesellschaft zu veranlassen.

Kostenschätzung

Die im Zusammenhang mit der vorliegenden Urkunde entstehenden Auslagen, Kosten, Gebühren und Belastungen, gleich welcher Art, werden von der Gesellschaft getragen und betragen schätzungsweise EUR 2.500.-.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienenen Partei, dass die vorliegende Urkunde auf Deutsch abgefasst ist nebst einer englischen Fassung; im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung, soll die deutsche Fassung maßgeblich sein.

Worüber die vorliegende Urkunde, in Luxembourg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Die Urkunde wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen, ferner haben der Bevollmächtigte und der Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Folgt die englische Uebersetzung des vorhergehendent Textes:

In the year two thousand and fourteen on the seventh day of November,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders (the Shareholders) of palero invest S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under the number B 159445 and having a share capital of ninety-six thousand two hundred ninety-four Euros (EUR 96,294.-) (the Company). The Company was incorporated on February 22, 2011 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, published on May 30, 2011 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1151 page 55241. The articles of association of the Company have been amended for the last time on December 21, 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, published on March 12, 2013 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 605 page 29013.

THERE APPEARED:

1. aeris Private Investments S.A., SICAR, a société d'investissement en capital à risque, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under the number B 122562,

here represented by Mrs. Arlette Siebenaler, private employee, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 7, 2014;

2. Inter Private Equity, a limited company existing under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Ward's Building, Wickhams cay, P.O. Box 4465, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered in the British Virgin Islands with the Registrar of Companies under number 577488,

here represented by Mrs. Arlette Siebenaler, private employee, residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 4, 2014;

3. Hendrik Brandis, having his address at 56, Renatastrasse, D-80639 Munich, Germany,

here represented by Mrs. Arlette Siebenaler, private employee, residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 4, 2014;

4. Christian Daumann, having his address at 10, Rieslingweg, D-55296 Gau-Bischofsheim, Germany,

here represented by Mrs. Arlette Siebenaler, private employee, residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 3, 2014;

5. Felix Frohn-Bernau, having his address at 69, Königinstrasse, D-80539 Munich, Germany,

here represented by Mrs. Arlette Siebenaler, private employee, residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 3, 2014; and

6. Conny Wuppermann, having her address at 3, Selbach, D-51519 Odenthal, Germany,

here represented by Mrs. Arlette Siebenaler, private employee, residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 3, 2014.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the undersigned notary and the proxyholder acting on behalf of the appearing parties, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record that:

I. ninety-six thousand two hundred ninety-four (96,294) shares, each having a par value of one Euro (EUR 1.-), representing the entirety of the voting share capital of the Company of ninety six thousand two hundred ninety four Euros (EUR 96,294.-) are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. the agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of the convening notices;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of two hundred three thousand seven hundred six Euros (EUR 203,706.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of ninety-six thousand two hundred ninety-four Euros (EUR 96,294.-) to three hundred thousand Euros (EUR 300,000.-), by way of the issue of two hundred three thousand seven hundred six (203,706) new shares of the Company, each having a par value of one Euro (EUR 1.-), with such shares having the same rights and obligations as the existing shares;

3. Subscription to and payment of the increase of the share capital as described in item 2. above by a payment in cash;

4. Amendment to the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital adopted under item 2. above;

5. Authorization of any manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company;

6. Miscellaneous.

III. the Shareholders have taken unanimously the following resolutions:

First Resolution:

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second Resolution:

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of two hundred three thousand seven hundred six Euros (EUR 203,706.-) so as to raise it from its present amount of ninety-six thousand two hundred ninety-four Euros (EUR 96,294.-) consisting of ninety-six thousand two hundred ninety-four (96,294) ordinary shares up to an amount of three hundred thousand Euros (EUR 300,000.-) by the issue of two hundred three thousand seven hundred six (203,706) new shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Third Resolution:

The Shareholders resolve to accept and record the following subscription to and full payment of the capital increase as follows:

Subscription - Payment

1. aeris Private Investments S.A., SICAR, pre-named, declares to subscribe to ninety-five thousand seven hundred forty-two (95,742) new shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash.

2. Inter Private Equity, pre-named, declares to subscribe to ninety-five thousand seven hundred forty-two (95,742) new shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash.

3. Hendrik Brandis, pre-named, declares to subscribe to ten thousand one hundred eighty-five (10,185) new shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash.

4. Christian Daumann, pre-named, declares to subscribe to six hundred seventy-nine (679) new shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash.

5. Felix Frohn-Bernau, pre-named, declares to subscribe to six hundred seventy-nine (679) new shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash.

6. Conny Wuppermann, pre-named, declares to subscribe to six hundred seventy-nine (679) new shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash.

The total amount of two hundred three thousand seven hundred six Euros (EUR 203,706.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Fourth resolution:

As a consequence of the second resolution, the Shareholders resolve to amend the first paragraph of article 6 of the articles of association so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 6.** The share capital is set at three hundred thousand Euros (EUR 300,000.-), represented by three hundred thousand (300,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up."

Fifth resolution:

The Shareholders resolve to authorise any manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 2,500.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in German followed by an English version and in case of divergences between the English and the German text, the German version will be prevailing.

WHEREUPON, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Gezeichnet: A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 novembre 2014. Relation: LAC/2014/53217. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 2. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014191608/228.

(140213566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

palero invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 159.445.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Référence de publication: 2014191609/10.

(140213764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

A.T.U. Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.115.870,45.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 137.912.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

L'Assemblée générale extraordinaire de la Société du 14 novembre 2014 a décidé de clôturer la liquidation volontaire. Les livres et documents sociaux seront déposés pour une période d'au moins 5 années au bureau de la société Avega Services (Luxembourg) S.à r.l., 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

Pour extrait

Avega Services (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Liquidateur

Référence de publication: 2014191611/17.

(140213832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Aircraft Holding Solutions Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.003,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.497.

—
Les comptes annuels de l'Aircraft Holding Solutions Lux S.à r.l. B174497 au Décembre 31, 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aircraft Holding Solutions Lux S.à r.l.

Référence de publication: 2014191615/11.

(140213857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Aircraft Solutions Lux VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 61.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.656.

—
Les comptes annuels Aircraft Solution Lux VIII S.à r.l. B159656 au Décembre 31, 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aircraft Solution Lux VIII S.à r.l.

Référence de publication: 2014191616/11.

(140213430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

**Ampelmann International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Chevemy 1 International S.à r.l.).**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 177.190.

—
In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of November

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "Ampelmann International S.à r.l." (here after "the Company"), a "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, incorporated by deed enacted on April 30, 2013, R.C.S. Luxembourg number B 117.190 and which bylaws have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated on September 19, 2013, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated November 13, 2013, Nr 2850.

The meeting is presided by Mrs. Catherine Desso, “avocat à la Cour”, residing in L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs. Véronique Petit, “employée privée”, residing in L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, 99.89% of the shares are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Transfer of the registered office from Luxembourg to Leudelange with effective date as at October 20, 2014;

2. Amendment of article 4, first paragraph of the Articles of Incorporation in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution:

The meeting decides to transfer the registered office from L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, to L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, with effective date as at October 20, 2014.

Second resolution:

The meeting decides to amend article 4, first paragraph of the articles of association in order to give it the following content:

“ **Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Leudelange, Grand-Duchy of Luxembourg.”

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company, have been estimated at about EUR 500.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de novembre

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée “Ampelmann International S.à r.l.” ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, ci-après «la Société», constituée suivant acte reçu le 30 avril 2013, RCS Luxembourg B numéro 177 190, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 19 septembre 2013 du notaire soussigné, publié au Mémorial C N° 2850 du 13 novembre 2013.

L'assemblée est présidée par Maître Catherine Desso, Avocat à la Cour, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Véronique Petit, employée privée, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que 99.89% des parts sociales sont représentées à la présente assemblée.

III. La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de la société de Luxembourg à Leudelange avec effet au 20 octobre 2014.

2. Modification subséquente de l'article 4, alinéa 1^{er} des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société du L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer au L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, avec effet au 20 octobre 2014.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide de modifier l'article 4, 1^{er} alinéa des statuts en vue de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Leudelange, Grand-Duché de Luxembourg.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société, s'élève à environ EUR 500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, V. PETIT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 26 novembre 2014. Relation: LAC/2014/55883. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014191625/85.

(140214130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

APEX Tool Holding Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.225,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 153.561.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 13 novembre 2014

En date du 13 novembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Steven L. BREITZKA de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 24 octobre 2014;

- de nommer Monsieur David Keith WELLS, né le 11 septembre 1962 à Ohio, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au: 14600, York Road, Suite A, 21152 Sparks, Maryland, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet au 24 octobre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Martin KÜRZINGER, gérant de catégorie A

- Monsieur David Keith WELLS, gérant de catégorie A

- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Apex Tool Holding Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014191629/23.

(140213906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Symbolinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 123.683.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014191524/11.

(140213298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

ArcelorMittal International, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12c, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 3.983.

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la société du 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, au 12c, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec date d'effet au 1^{er} décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 02 décembre 2014.

Référence de publication: 2014191631/11.

(140213744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Area9 GH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 52.517.118,76.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 187.793.

Extrait des résolutions d'associés du 26 novembre 2014

Il résulte des résolutions prises par les associés de la Société,

- AOA ApS, une société à responsabilité limitée danoise (Anpartsselskab), ayant son siège social au Kenny Drews Vej 63 st, 2450 Copenhague SV, Danemark, inscrite au registre du commerce et des sociétés du Danemark sous le numéro 29212899,

- Fontanka ApS, une société à responsabilité limitée danoise (Anpartsselskab), ayant son siège social au Galionsvej 37, 1437 Copenhague K, Danemark, inscrite au registre du commerce et des sociétés du Danemark sous le numéro 29212848,

- CECU ApS, une société à responsabilité limitée danoise (Anpartsselskab), ayant son siège social au Galionsvej 37, 1437 Copenhague K, Danemark, inscrite au registre du commerce et des sociétés du Danemark sous le numéro 29212910,

- CKJ ApS, une société à responsabilité limitée danoise (Anpartsselskab), ayant son siège social au Galionsvej 37, 1437 Copenhague K, Danemark, inscrite au registre du commerce et des sociétés du Danemark sous le numéro 29212937,

* (les «Associés») en date du 26 novembre 2014, que les Associés ont décidé de nommer Monsieur Asger Kunuk Alstrup Palm, de nationalité danoise, né le 13 juillet 1973 à Odense, Danemark, demeurant à Normasvej 10, Frederiksberg 2000, Danemark, gérant de classe A, avec effet au 26 novembre 2014.

En conséquence, le conseil de gérance est composé comme suit:

- Monsieur Ulrik Juul Christensen, gérant de classe A;

- Monsieur Asger Kunuk Alstrup Palm, gérant de classe A; et

- Monsieur Christophe Laguerre, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014191632/29.

(140214149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Arminius Astoria (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 143.352.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée général extraordinaire de la Société du 1^{er} décembre 2014

Après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, les associés de la Société ont décidé de clôturer la liquidation de la Société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

Les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au siège social de la Société, pendant cinq ans à compter de la date de publication de cette mention au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Arminius Astoria (Luxembourg) S.à r.l., en liquidation
Un mandataire*

Référence de publication: 2014191634/17.

(140214284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

A & B Courtage S.à r.l., Assurances & Benefits Courtage S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8410 Steinfort, 25, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 138.501.

Les statuts coordonnés au 07/11/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/11/2014.

Me Cosita Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2014191635/12.

(140213979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Ardea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 52.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
ARDEA S.A.

Référence de publication: 2014191666/11.

(140213418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

ARN SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 142.238.

Les comptes annuels au 30.06.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARN SA
Société Anonyme

Référence de publication: 2014191670/11.

(140214076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Celanese International Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 474.489.400,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 118.247.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014191704/10.

(140213514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Chelsfield Leipzig S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 129.316.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191706/9.

(140213980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Concrete Investment I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 2.031.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 184.162.

Extrait de la résolution prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 29 octobre 2014

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer, en remplacement de Tomasz Bieniek, Madame Catherine Pirrie, née le 29 juin 1981 à Amnéville, France, ayant son adresse professionnelle au 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, comme gérant de la Société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015 pour approuver les comptes annuels se terminant du 31 décembre 2014.

Par conséquent, le conseil de gérance sera composé des personnes suivantes:

- Zamyra H. Cammans, gérant;
- Catherine Pirrie, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191710/18.

(140213818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Consult Redange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 30, rue de Niederpallen.
R.C.S. Luxembourg B 172.751.

Les statuts coordonnés au 06/11/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/11/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014191712/12.

(140213889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Cercle des Etudiants Luxembourgeois à Montpellier, Association sans but lucratif.

Siège social: L-3870 Schifflange, 101, Cité Paerchen.
R.C.S. Luxembourg F 4.258.

Suite à l'assemblée générale du 1^{er} octobre 2014,

Le Comité du Cercle des Etudiants Luxembourgeois à Montpellier (CELM) tient à communiquer la modification de ses statuts en vue de sa publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 9 de la loi du 21 avril 1928 sur les ASBL:

- En effet, l'assemblée générale a décidé de modifier l'article 2 des statuts du CELM, qui devra se lire dès à présent (modifications en rouge): "Le siège du Cercle se situe à 101, Cité Paerchen, L-3870 Schifflange. Sa durée est illimitée."

Montpellier, le 1^{er} décembre 2014.

Pour le Comité du Cercle des Etudiants Luxembourgeois à Montpellier

Fabrice Eusebi

Référence de publication: 2014191729/16.

(140213522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Château Thei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 123.835.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014191732/10.

(140214199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Chimindu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 33.895.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société CHIMINDU S.A. qui s'est tenue en date du 27 novembre 2014

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, Maître Véronique Wauthier de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, ou son successeur dans la profession.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014191734/17.

(140213432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Cintract S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grande Rue.
R.C.S. Luxembourg B 130.079.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014191735/12.

(140213901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Citran Greysac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 61.287.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société CITRAN GREYSAC S.A. qui s'est tenue en date du 27 novembre 2014

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, Maître Véronique Wauthier de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, ou son successeur dans la profession.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014191736/17.

(140213442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Discovery B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.877.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69710 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191762/10.

(140214071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Deutsche Oel & Gas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 179.408.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of October.

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Shareholders Meeting") of Deutsche Oel & Gas S.A. (the "Company"), a société anonyme under the law of Luxembourg, having its registered office at 26, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registry of Commerce and Companies under the number B 179.408, incorporated pursuant to a deed of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, on 29 July 2013, such incorporation having been published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations n° 2276 of 17 September 2013, which articles have been amended the last time by a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on 7 August 2014, not yet published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholders Meeting was presided by Mr. Jens Konrad, avocat à la Cour, residing professionally at 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

The Chairman appointed as Secretary Mrs. Giulia Jaeger, avocat à la Cour, residing professionally at 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

The Shareholders Meeting elected as scruteneer (scrutateur) Mr. Jens Konrad, avocat à la Cour, prenamed.

The Board having thus been formed, the Chairman stated and asked the Notary to enact:

That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendee list, which, after having been signed by the shareholders or their proxy holders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

That the shareholders have been duly invited to and informed of the Shareholder Meeting by publication of the convening notice including the Agenda of the meeting in both, the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations and the Luxemburger Wort, each on 27 September 2014 and on 5 October 2014.

That the present Shareholders Meeting constitutes a quorum and may validly deliberate the items on the Agenda, which reads as follows:

Agenda:

1. Cancellation of the restriction on transferability of the shares;
2. Removing of the clause concerning the transfer of the shares off the articles of incorporation of the Company;
3. Consequent amendment of article 5 of the articles of incorporation of the Company;
4. Miscellaneous.

Then the Shareholders Meeting, represented as above, have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders Meeting decides that the transferability of the shares of the Company should, with immediate effect, not be restricted anymore.

Second resolution

The Shareholders Meeting decides to remove the following clause off the articles of incorporation of the Company:

"The transfer of a share or of several shares of the Company to the approval of the board of directors the Company until the earlier of (i) a Listing of the shares, and (ii) the fifth anniversary of the issuance of such shares Transfer of nominative shares shall be stated by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore."

Third resolution

The Shareholders Meeting decides to consequently amend article 5 of the articles of incorporation of the Company to as follows:

“ **Art. 5 Capital.** The issued capital of the Company is set at five million euro (EUR 5,000,000.-) divided into four million six hundred fifty thousand (4.650.000) Class A shares, two hundred thousand (200.000) Class B shares and one hundred fifty thousand (150.000) Class C shares.

Class A shares, Class B and Class C shares shall have no nominal value.

Class A shares shall have the ordinary rights (including, but not limited to, voting and economic rights) as foreseen by Luxembourg law.

Class B shares shall have the same rights as the Class A shares, except that they shall also have a limited preferential right to dividends of the Company. Such preferential right shall be of a yearly amount of EUR 40 (forty Euros) per Class B share and shall be granted for the years 2014, 2015 and 2016; provided, however, that such aforementioned preferential right shall exist only for the financial years preceding the financial year in which the shares of the Company are listed on the Luxembourg Stock Exchange (Bourse de Luxembourg), Frankfurt stock exchange or on any other regulated or similar markets in Luxembourg or abroad (“Listing”). As from such financial year, Class B shares shall have the same economic rights as Class A shares as foreseen under Luxembourg law. The preferential dividend of the Class B shares is cumulative. This means that if a preferential dividend cannot be paid partly or entirely to the Class B shares because of insufficient distributable profit of the Company, then the unpaid preferential dividend shall be paid when possible in the following year and, where possible, cumulated with preferential dividend due for such year. The aforementioned also applies where the Shareholders do not take a decision to pay dividends or where its decision to pay dividends is insufficient so that the preferential dividend cannot partly or entirely be paid. The right to a preferential dividend under Class B shares may be excluded or limited only through a shareholder’s assembly decision and with the agreement of the Class B shareholder. The entitlement to a preferential dividend under the Class B shares is subject to the decision of the Shareholders on the use of the distributable reserves of the Company. Before such decision of the shareholders, a holder of Class B shares is only entitled to claim that such decision of the Shareholder’s assembly on the use of the Company’s profits shall be effected. The shareholders can decide to allocate profits to reserves in excess of legal reserves or to carry profits forward.

Class C shares shall have the same rights as the Class A shares, except that they shall also have a limited preferential right to dividends of the Company of a yearly amount of EUR 42,50 (forty-two Euros and fifty cents) per Class C share and shall be granted for the years 2014, 2015 and 2016; provided, however, that such aforementioned preferential right shall exist only for the financial years preceding the financial year in which the Listing occurs. As from such financial year, Class C shares shall have the same economic rights as Class A shares as foreseen under Luxembourg law. The preferential dividend of the Class C shares is cumulative. This means that if a preferential dividend cannot be paid partly or entirely to the Class C shares because of insufficient distributable profit of the Company, then the unpaid preferential dividend shall be paid when possible in the following year and, where possible, cumulated with preferential dividend due for such year. The aforementioned also applies where the Shareholders do not take a decision to pay dividends or where its decision to pay dividends is insufficient so that the preferential dividend cannot partly or entirely be paid. The right to a preferential dividend under Class C shares may be excluded or limited only through a shareholder’s assembly decision and with the agreement of the Class C shareholder. The entitlement to a preferential dividend under the Class C shares is subject to the decision of the Shareholders on the use of the distributable reserves of the Company. Before such decision of the shareholders, a holder of Class C shares is only entitled to claim that such decision of the Shareholder’s assembly on the use of the Company’s profits shall be effected. The shareholders can decide to allocate profits to reserves in excess of legal reserves or to carry profits forward.

Class A, Class B and Class C shares will be in registered form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.”

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately one thousand two hundred euro (1, 200.-) Euros.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, duly represented, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, acting as here above stated, she signed together with us, the notary, the present original deed.

Followed by the German version of the preceding:

Im Jahre zweitausend und vierzehn, am dreizehnten Oktober,

Hat sich vor uns, Maître Martine Schaeffer, Notarin in Luxemburg.

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre (die „Hauptversammlung“) der Gesellschaft Deutsche Oel & Gas S.A. (die „Gesellschaft“), eine société anonyme luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 26, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 179.408, gegründet mit notarieller Urkunde von Maître Francis KESSELER, Notar in Esch-sur-Alzette, am 29. July 2013, diese Gründung veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Nr. 2276 vom 17. September 2013, deren Satzung zuletzt geändert wurde durch notarielle Urkunde von Maître Paul Decker, Notar in Luxembourg, am 7. August 2014, noch nicht veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations.

Die Hauptversammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Jens Konrad, avocat à la Cour, mit Amtssitz in 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg

Der Vorsitzende bestimmt zum Sekretär Frau Giulia Jaeger, avocat à la Cour, mit Amtssitz in 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Die Hauptversammlung bestimmt zum Stimmenzähler Herrn Jens Konrad, vorbenannt.

Nachdem das Büro der Versammlung bestimmt ist, stellt der Vorsitzende fest und bittet den Notar zu verfügen:

Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die jeweilige Anzahl der von ihnen aufgeführten Aktien in einer Anwesenheitsliste aufgeführt sind, die von den Aktionären bzw. ihren Bevollmächtigten unterzeichnet, diesem Protokoll dauerhaft beigefügt bleibt und mitsamt diesem entsprechend bei den Behörden registriert wird;

Dass die Aktionäre ordentlich zur Hauptversammlung eingeladen und über dieselbe informiert worden sind durch Veröffentlichung der Einladung inklusive Tagesordnung sowohl im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations als auch im Luxemburger Wort, jeweils am 27. September 2014 und am 5. Oktober 2014.

Dass sonst die gegenwärtige Hauptversammlung ordnungsgemäß besetzt und fähig ist, über die nachfolgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen:

Tagesordnung:

1. Streichung der Vinkulierung der Aktien;
2. Streichung des Absatzes zu den Voraussetzungen der Übertragung der Aktien aus der Satzung;
3. Konsequente Abänderung des Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft;
4. Diverses

Die Hauptversammlung hat den unterzeichnenden Notar gebeten, die folgenden Beschlussfassungen niederzuschreiben:

Erster Beschluss:

Die Hauptversammlung beschließt, die Vinkulierung der Aktien der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung zu streichen.

Zweiter Beschluss:

Die Hauptversammlung beschließt, den folgenden Wortlaut zu den Voraussetzungen der Übertragung der Aktien aus der Satzung der Gesellschaft zu streichen:

„Veräußerung und Übertragung jeglicher Art von Aktien der Klasse A und/oder der Klasse B bis zum Börsengang, längstens jedoch für einen Zeitraum von 5 (fünf) Jahren ab Ausgabe der jeweiligen Aktien der Genehmigung des Verwaltungsrats bedarf.

Die Übertragung der Aktien erfolgt durch Eintragung der Erklärung der Übertragung im Aktienregister, datiert und unterschrieben von dem Übertragenden und den Übernehmenden oder einem entsprechenden Bevollmächtigten.“

Dritter Beschluss:

Die Hauptversammlung beschließt, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft in Konsequenz der zuvor beschlossenen Änderungen in die folgende Version abzuändern:

„ **Art. 5. Kapital. Aktien und Aktienzertifikate.** Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft wird auf fünf Millionen Euro (5.000.000,- EUR) festgelegt, aufgeteilt auf vier Millionen sechs hundert fünfzig tausend (4.650.000) Aktien der Klasse A, zwei hundert tausend (200.000) Aktien der Klasse B und ein hundert fünfzig tausend (150.000) Aktien der Klasse C.

Aktien der Klasse A, der Klasse B und der Klasse C haben keinen Nominalwert.

Aktien der Klasse A tragen alle ordentlichen, gesetzlich vorgesehenen Rechte (einschließlich, u.a., Stimmrechte und wirtschaftliche Rechte).

Aktien der Klasse B haben die gleichen Rechte wie Aktien der Klasse A, außer, dass Aktien der Klasse B ab dem 1. Januar 2014 in Form einer limitierten Vorzugsdividende gewinnanteilsberechtig sind. Die Vorzugsdividende beträgt jährlich EUR 40,00 pro Aktie der Klasse B und wird für die Jahre 2014, 2015 und 2016 eingeräumt. Der Anspruch auf die Vorzugsdividende entfällt aber vorzeitig mit dem Ablauf des Geschäftsjahres, das vor dem Geschäftsjahr endet, in dem die Aktien an der Bourse de Luxembourg, am Regulierten Markt an der Frankfurter Wertpapierbörse, oder an anderen regulierten oder gleichwertigen Märkten im In- und Ausland eingeführt werden („Börsengang“). Das Recht auf die Vorzugsdividende steht also unter der auflösenden Bedingung eines Börsengangs. Sollte der Börsengang der DOG SA Ende 2016 stattfinden, besteht das Recht auf die Vorzugsdividende letztmalig für das Geschäftsjahr 2015. Nach Wegfall des Rechts auf die Vorzugsdividende bestimmt sich der Anteil des Inhabers von Aktien der Klasse B an einer Dividendenausschüttung entsprechend dem anwendbaren luxemburgischen Recht nach seinem Anteil am Gesellschaftskapital.

Sollte die Vorzugsdividende in einem Jahr mangels hinreichenden Bilanzgewinns ganz oder teilweise nicht ausgezahlt werden, wird die ausgefallene Vorzugsdividende nachgeholt. Entsprechendes gilt, falls die Gesellschafterversammlung keinen oder keinen hinreichenden Gewinnausschüttungsbeschluss fasst und deshalb die Vorzugsdividende in einem Jahr ganz oder teilweise nicht gezahlt wird.

Die Vorzugsdividende kann nur durch Hauptversammlungsbeschluss, und mit Zustimmung des Anlegers ausgeschlossen oder eingeschränkt werden.

Der Anspruch auf Auszahlung der Vorzugsdividende sowie der regulären Dividende setzt voraus, dass die Hauptversammlung der DOG SA einen Gewinnverwendungsbeschluss fasst. Vor dem Beschluss der Hauptversammlung besteht lediglich ein Anspruch des Aktionärs gegen die DOG SA auf Herbeiführung des Gewinnverwendungsbeschlusses. Die Hauptversammlung ist berechtigt, im Beschluss über die Verwendung des Bilanzgewinns über die aufgrund des luxemburgischen Gesetzes gebildeten Rücklagen hinaus weitere Beträge in Gewinnrücklagen einzustellen oder als Gewinn vorzutragen.

Aktien der Klasse C haben die gleichen Rechte wie Aktien der Klasse A, außer, dass Aktien der Klasse C ab dem 1. Januar 2014 in Form einer limitierten Vorzugsdividende gewinnanteilsberechtig sind. Die Vorzugsdividende beträgt jährlich EUR 42,50 (zwei und vierzig Euro und fünfzig Cents) pro Aktie der Klasse C und wird für die Jahre 2014, 2015 und 2016 eingeräumt. Der Anspruch auf die Vorzugsdividende entfällt aber vorzeitig mit dem Ablauf des Geschäftsjahres, das vor dem Geschäftsjahr endet, in dem der Börsengang stattfindet. Das Recht auf die Vorzugsdividende steht also unter der auflösenden Bedingung eines Börsengangs. Sollte der Börsengang der DOG SA Ende 2016 stattfinden, besteht das Recht auf die Vorzugsdividende letztmalig für das Geschäftsjahr 2015. Nach Wegfall des Rechts auf die Vorzugsdividende bestimmt sich der Anteil des Inhabers von Aktien der Klasse C an einer Dividendenausschüttung entsprechend dem anwendbaren luxemburgischen Recht nach seinem Anteil am Gesellschaftskapital.

Sollte die Vorzugsdividende in einem Jahr mangels hinreichenden Bilanzgewinns ganz oder teilweise nicht ausgezahlt werden, wird die ausgefallene Vorzugsdividende nachgeholt. Entsprechendes gilt, falls die Gesellschafterversammlung keinen oder keinen hinreichenden Gewinnausschüttungsbeschluss fasst und deshalb die Vorzugsdividende in einem Jahr ganz oder teilweise nicht gezahlt wird.

Die Vorzugsdividende kann nur durch Hauptversammlungsbeschluss, und mit Zustimmung des Anlegers ausgeschlossen oder eingeschränkt werden.

Der Anspruch auf Auszahlung der Vorzugsdividende sowie der regulären Dividende setzt voraus, dass die Hauptversammlung der DOG SA einen Gewinnverwendungsbeschluss fasst. Vor dem Beschluss der Hauptversammlung besteht lediglich ein Anspruch des Aktionärs gegen die DOG SA auf Herbeiführung des Gewinnverwendungsbeschlusses. Die Hauptversammlung ist berechtigt, im Beschluss über die Verwendung des Bilanzgewinns über die aufgrund des luxemburgischen Gesetzes gebildeten Rücklagen hinaus weitere Beträge in Gewinnrücklagen einzustellen oder als Gewinn vorzutragen.

Die Aktien der Klasse A, der Klasse B und der Klasse C sind Namensaktien.

Die Gesellschaft betrachtet die Person, in deren Namen die Aktien im Aktienregister eingetragen sind, als vollständigen Eigentümer dieser Aktien.

Die Gesellschaft kann unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen zum Rückkauf von eigenen Aktien schreiten.

Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Share Premium-Konto (share premium account) aufgesetzt werden, auf welches ein für jede Aktie über ihren Wert hinaus gezahltes Share Premium übertragen wird. Der Betrag des Share Premiums kann verwendet werden, um Aktien zu bezahlen, die die Gesellschaft von Aktionären zurückerwirbt, um realisierte Nettoverluste auszugleichen, um Ausschüttungen an die Aktionäre vorzunehmen oder um Finanzmittel für gesetzliche Rücklagen zuzuweisen.“

Kosten

Die Kosten für diese Beurkundung werden geschätzt auf eintausendzweihundert Euro (EUR 1,200.-).

Die vorliegende notarielle Urkunde wurde in Luxemburg am obengenannten Tage erstellt.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der vorgenannten, erschienenen Parteien, welche rechtswirksam vertreten sind, die vorliegende Urkunde in Englisch

erstellt und auf Deutsch übersetzt wurde. Auf Anfrage der vorgenannten Personen gilt im Zweifelsfalle die englische Fassung.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Dieses Dokument wurde durch den Bevollmächtigten, agierend wie vorgenannt, vorgelesen und zusammen mit dem Notar unterschrieben.

Signé: J. Konrad, G. Jaeger et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49232. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Référence de publication: 2014191757/225.

(140213960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Stonehill Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 192.208.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of November.

Before Us, Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Mr. Matthew CARTISSER, Managing Director, born on October 11th, 1952 in London (UK), domiciled at Leighton Manor, Cowden Kent TN8 7HN, United Kingdom,

here represented by Géraldine NUCERA, employee, residing professionally in Hesperange, by virtue of a proxy given under private seal on 14th November 2014,

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. Form - Corporate name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "STONEHILL HOLDINGS S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects.

3.1 The Company's object is to directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations;

3.2 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means;

3.3 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments;

3.4 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies") or any other entity, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector;

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

3.5.1 - to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;

3.5.2 - to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.5.3 - to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law.

3.6 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) shares having each a nominal value of one hundred and twenty five Euro (EUR 125.-) each (hereafter collectively referred to as the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers.

9.1 The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation and signature power.

10.1 Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.1.2 if the Company has more than one Manager, the sole signature of any Manager;

10.1.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers.

11.1 The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 a) If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

b) The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8. a) and the above provisions of Article 13.8 b), irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year and annual accounts.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December 2015 (all dates inclusive).

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation.

The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 11.1. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription - Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Subscriber	Numbers of shares	Subscription price (EUR)
Matthew Cartisser	100	12,500
Total	100	12,500

All these Shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,140.-.

Extraordinary shareholder's resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the shareholders' meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following person is appointed as Manager of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- Bakary Sylla, born on November 1st, 1976, in Monrovia (Republic of Liberia), with business address at 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

2) The Company shall have its registered office at 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am achtzehnten Tag des Monats November.

Vor dem unterzeichnenden Notar Martine DECKER, mit Amtssitz in Hesperange, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

- Herr Matthew CARTISSER, Managing Director, geboren am 11. Oktober 1952 in London, wohnhaft in Leighton Manor, Cowden Kent TN8 7HN, United Kingdom,

hier vertreten durch Géraldine NUCERA, Privatbeamtin, mit beruflicher Anschrift in Hesperange, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt am 14. November 2014.

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Vollmachtnehmerin der erschienenen Partei und den beurkundenden Notar, vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene Partei, vertreten wie oben erwähnt, ersucht den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden:

1. Form und Name. Dieses Dokument stellt die Satzung (die "Satzung") der "STONEHILL HOLDINGS S.à r.l." (die "Gesellschaft") dar, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg einschließlich des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das "Gesetz von 1915"), gegründet wurde.

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft (der "Gesellschaftssitz") ist in der Stadt Luxemburg Großherzogtum Luxemburg festgelegt.

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch:

(a) Beschluss des Alleingeschäftsführers (wie in Artikel 8.2 beschrieben) wenn die Gesellschaft nur einen Alleingeschäftsführer hat; oder

(b) Beschluss des Rates der Geschäftsführer der Gesellschaft (wie in Artikel 8.3 beschrieben), soweit die Gesellschaft einen Rat der Geschäftsführer besitzt; oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (entweder innerhalb derselben Gemeinde oder nicht) durch Beschluss der Gesellschafterversammlung (der "Beschluss der Gesellschafterversammlung"), gemäß der vorliegenden Satzung - einschließlich des Artikels 13.4 - und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg einschließlich des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte eine Situation eintreten oder als voraussehbar betrachtet werden, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder den ordnungsgemäßen Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; diese Maßnahmen betreffen jedoch in keiner Weise die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird durch den Alleingeschäftsführer oder, im Fall von mehreren Geschäftsführern, durch den Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft getroffen.

2.4 Geschäftsstellen oder andere Zweigniederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

3. Zweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist es, auf jede Art und Weise, Anteile und Beteiligungen in Luxemburger oder fremden Unternehmen direkt oder indirekt zu erwerben, zu halten oder über diese zu verfügen und das Halten von diesen Anteilen und Beteiligungen zu verwalten, zu entwickeln und zu managen;

3.2 Die Gesellschaft kann ebenso auf jede Art und Weise direkt oder indirekt in jegliche Art von Vermögenswerten investieren, diese erwerben, halten oder über sie verfügen;

3.3 Die Gesellschaft kann immobilienbezogene Anlagen tätigen entweder durch direkte oder indirekte Beteiligungen in Tochtergesellschaften der Gesellschaft, welche solche Anlagen besitzen;

3.4 Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften oder Gesellschaften an welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder jeder Gesellschaft, die ein direkter oder indirekter Anteilinhaber der Gesellschaft ist oder jeder Gesellschaft, die zur selben Gruppe wie die Gesellschaft gehört (im Folgenden als die "Verbundenen Gesellschaften") oder jeder anderen juristischen Person jegliche Unterstützung zukommen lassen, sei es durch Darlehen, Garantien oder auf andere Weise, wobei davon ausgegangen wird, dass die Gesellschaft keine Transaktion ohne entsprechende Erlaubnis nach Luxemburger Recht tätigt, welche eine reglementierte Tätigkeit des Finanzsektors darstellen würde;

3.5 Die Gesellschaft kann insbesondere die folgenden Transaktionen durchführen, wobei davon ausgegangen wird, dass die Gesellschaft keine Transaktion ohne entsprechende Erlaubnis nach Luxemburger Recht tätigt, welche eine reglementierte Tätigkeit des Finanzsektors darstellen würde;

3.5.1 - Kredite in jeglicher Form aufnehmen und sonstige Kreditfazilitäten nutzen oder Gelder aufbringen, durch einschließlich, aber nicht ausschließlich, die Ausgabe, stets auf privater Basis, von Anleihen, Schuldscheinen, Wechseln und anderen konvertierbaren oder nicht konvertierbaren Schuldtiteln und Eigenkapitalinstrumenten, den Gebrauch von Finanzderivaten oder sonstigem;

3.5.2 - Geld und Vermögensmittel der Gesellschaft vorstrecken, verleihen oder anlegen oder Kredite gewähren oder einen Schuldtitel, der von einer Luxemburger oder einer fremden juristischen Person ausgegeben wurde, zu Bedingungen, die als angemessen erachtet werden, zeichnen oder kaufen, mit oder ohne Stellung von Sicherheiten;

3.5.3 - Garantien geben, Bürgschaften übernehmen oder andere Formen von Sicherheiten einräumen, entweder durch persönliche Zusage oder durch Hypothek oder Belastung über die Gesamtheit oder einen Teil der Unternehmung, der Vermögenswerte (gegenwärtige und zukünftige) oder auf andere Weise, die die Einhaltung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft und der Verbundenen Gesellschaften, im Rahmen und im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts.

3.6 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen und Operationen und im generellen alle Transaktionen durchführen, welche nötig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen sowie alle Operationen ausführen, welche direkt oder indirekt für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks in allen Bereichen wie oben beschrieben als zuträglich erachtet werden.

4. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Zeitdauer errichtet.

5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) eingeteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile zu je einhundert und fünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) (zusammen die "Gesellschaftsanteile"). In der vorliegenden Satzung werden als "Gesellschafter" die Inhaber der Gesellschaftsanteile zum jeweiligen Zeitpunkt bezeichnet und "Gesellschafter" wird entsprechend angepasst.

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eingerichtet werden, auf welches das Aufgeld, welches für Gesellschaftsanteile eingezahlt wird, überwiesen wird. Entscheidungen über die Nutzung des Aufgeldkontos werden von dem/n Gesellschafter/n gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung gefällt.

5.3 Die Gesellschaft kann ohne Einschränkung Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen zustimmen, ohne Gesellschaftsanteile oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem oder mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen von dem/n Gesellschafter/n gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Zweifel auszuschließen, kann eine derartige Entscheidung, muss aber nicht, einen jeden Betrag bereitstellen, der vom Kapitalanleger eingebracht wurde.

5.4 Alle Gesellschaftsanteile haben gleiche Stimmrechte, es sei denn diese Satzung sieht etwas anderes vor.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Gesellschaftsanteile zurückkaufen, zurückziehen und/oder annullieren.

6. Unteilbarkeit der gesellschaftsanteile.

6.1 Jeder Gesellschaftsanteil ist unteilbar.

6.2 Ein Gesellschaftsanteil kann im Namen von mehr als einer Person registriert werden, sofern alle Inhaber eines Gesellschaftsanteils der Gesellschaft schriftlich mitteilen, welcher von ihnen als ihr Vertreter angesehen werden soll; die Gesellschaft wird diesen Vertreter so behandeln, als sei er der alleinige Gesellschafter bezüglich dieses Gesellschaftsanteils, einschließlich hinsichtlich Abstimmungen, Dividenden und anderen Zahlungsrechten.

7. Übertragung der gesellschaftsanteile.

7.1 Falls die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

7.2 Im Falle einer Mehrzahl von Gesellschaftern:

7.2.1 Gesellschaftsanteile dürfen lediglich von Todes wegen auf Drittpersonen übertragen werden, es sei denn, Gesellschafter mit mehr als drei Viertel der Gesellschaftsanteile haben der Übertragung im Wege einer Gesellschafterversammlung zugestimmt.

7.2.2 Gesellschaftsanteile dürfen von Todes wegen nicht auf Drittpersonen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind, es sei denn, dass entweder diejenigen Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel der Gesellschaftsanteile der Überlebenden halten, der Übertragung zugestimmt haben, oder dass gemäß den Bestimmungen des Artikels 189 des Gesetzes von 1915 gehandelt wird.

7.2.3 Die Übertragung der Gesellschaftsanteile unterliegt den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Geschäftsführung besteht aus einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer"), die durch Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und den Bestimmungen dieser Satzung bestellt werden.

8.2 Für den Fall, dass die Gesellschaft nur über einen Geschäftsführer verfügt, wird dieser als "Alleingeschäftsführer" bezeichnet.

8.3 Für den Fall, dass die Gesellschaft über mehrere Geschäftsführer verfügt, bilden die Geschäftsführer den Rat der Geschäftsführer oder conseil de gérance (der "Rat der Geschäftsführer").

8.4 Ein Geschäftsführer kann jederzeit aus jedem Grund durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß dem Luxemburger Recht und den Bestimmungen dieser Satzung abberufen werden.

9. Befugnisse der Geschäftsführer.

9.1 Der Alleingeschäftsführer, wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat oder, im Fall von mehreren Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer, kann alle Rechtsgeschäfte und Tätigkeiten vornehmen, die wichtig oder nötig sind, um den Gesellschaftszweck zu erreichen, mit Ausnahme der Befugnisse, die ausdrücklich durch das Luxemburger Recht oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

10. Rechtmässige Vertretung.

10.1 Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und der vorliegenden Satzung, sind folgende Personen befugt, die Gesellschaft nach außen wirksam zu vertreten:

10.1.1 Wenn die Gesellschaft einen Alleingeschäftsführer hat, durch den Alleingeschäftsführer;

10.1.2 Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, durch die Unterschrift eines jeden Geschäftsführers;

10.1.3 Durch die alleinige Unterschrift einer Person, die gemäß Artikel 11 die Vertretungsbefugnis übertragen bekommen hat.

11. Bevollmächtigter des Alleingeschäftsführers oder des Rates der Geschäftsführer.

11.1 Der Alleingeschäftsführer oder, im Fall von mehreren Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer, kann einem zu diesem Zweck berufenen Vertreter für spezifische Aufgaben Untervollmacht erteilen und bestimmt den Verantwortungsbereich und (gegebenenfalls) die Bezahlung, die Dauer und alle anderen wesentlichen Bedingungen der Vertretung.

12. Geschäftsführerversammlung.

12.1 Jeder Geschäftsführer kann die Versammlung des Rates der Geschäftsführer ("Geschäftsführerversammlung") einberufen. Der Rat der Geschäftsführer wählt einen Vorsitzenden.

12.2 Der Rat der Geschäftsführer kann während einer Geschäftsführerversammlung wirksam beraten und ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer schriftlich oder während der entsprechenden Geschäftsführerversammlung, persönlich oder durch einen ermächtigten Vertreter auf die Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten verzichtet haben.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber irgendeine andere Person) auf einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (der "Vertreter eines Geschäftsführers") um in seinem Namen an dieser Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und all seine Funktionen auszuüben. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Geschäftsführerversammlung auftreten, unter der Voraussetzung (ohne Beeinträchtigungen auf die Anwesenheitsbedingungen), dass mindestens zwei Geschäftsführer physisch auf der Geschäftsführerversammlung anwesend sind oder in persona unter der Voraussetzungen des Artikels 12.5 an der Versammlung teilnehmen.

12.4 Der Rat der Geschäftsführer kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen des Rates der Geschäftsführer werden durch [einfache Mehrheit] getroffen.

12.5 Ein Geschäftsführer oder der Vertreter eines Geschäftsführers kann wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle teilnehmenden Personen während der gesamten Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Eine in dieser Weise teilnehmende Person gilt als persönlich in der Sitzung anwesend, wird im Quorum mitgezählt und kann ihre Stimme abgeben. Gemäß Luxemburger Recht, gelten alle auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigten Geschäfte, zum Zwecke der vorliegenden Satzung als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt, ungeachtet der Tatsache, dass weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Zahl der Geschäftsführer (oder deren Vertreter) physisch an einem Ort anwesend sind.

12.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (oder in Bezug auf einen Geschäftsführer, dem Vertreter des Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig, wenn er in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführerversammlung beschlossen wurde und er kann aus einem einzigen Dokument oder verschiedenen, den gleichen Inhalt enthaltenden Dokumenten bestehen, die von oder im Namen eines oder allen betreffenden Mitgliedern des Rates der Geschäftsführer unterschrieben wurden.

12.7 Jeder in der Geschäftsführerversammlung anwesende Geschäftsführer kann die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung unterschreiben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle zertifizieren.

13. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme für jeden Gesellschaftsanteil, den er hält.

13.2 Gemäß Artikel 13.3, 13.4 und 13.5, sind Beschlüsse der Versammlung der Gesellschafter nur dann wirksam angenommen, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden, die mehr als die Hälfte der Gesellschaftsanteile halten; sofern diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal mittels Einschreiben einberufen oder konsultiert, und dieser Beschluss benötigt unabhängig von der Anzahl der repräsentierten Gesellschaftsanteile die Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

13.3 Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder die Verpflichtung der Gesellschafter ihre Beteiligung an der Gesellschaft zu erhöhen, bedürfen der Einstimmigkeit der Gesellschafter.

13.4 Gemäß Artikel 13.3, können Beschlüsse von Satzungsänderungen (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes), vorbehaltlich etwaiger gegenteiliger Regelungen, nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Gesellschaftsanteile halten, beschlossen werden.

13.5 Beschlüsse bezüglich der Auflösung der Gesellschaft, oder der Festlegung einer Liquidationsmethode der Gesellschaft und/oder der Nominierung von Liquidationsverwaltern werden im Einklang mit dem Luxemburger Recht getätigt.

13.6 Eine Gesellschafterversammlung (die "Gesellschafterversammlung") kann ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten abgehalten werden, wenn alle Gesellschafter persönlich oder deren Vertretungsberechtigte schriftlich auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten auf dem Schriftwege oder persönlich bzw. durch den Vertretungsberechtigten auf der entsprechenden Gesellschafterversammlung, verzichtet haben.

13.7 Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax, E-Mail oder ähnlichem Kommunikationsmittel) bestellten Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der selbst kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

13.8 a) Sofern die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter hat, kann ein Beschluss der Gesellschafterversammlung durch schriftliche Abstimmung der Gesellschafter anstelle im Wege einer Gesellschafterversammlung erfolgen, vorausgesetzt, ein jeder Gesellschafter hat den genauen Wortlaut der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten b) Die Mehrheitsanforderungen für die Beschlussfassung durch eine Gesellschafterversammlung sind mutatis mutandis auf die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter anzuwenden. Falls nach Luxem-

burger Recht nichts anderes vorgesehen ist, sollen keine Quorum-Anforderungen für die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter bestehen. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter sind in dem Moment unmittelbar wirksam gefasst, in dem der Gesellschaft Originalkopien (oder Kopien, die per Faxübertragung oder als EMail Anhang gesendet wurden) der Gesellschafterstimmen gemäß den Regelungen in Artikel 13.8 a) und den obigen Voraussetzungen von Artikel 13.8 b) zugehen, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben oder nicht.

14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres, vorausgesetzt, dass als Übergangsbestimmung das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am folgenden 31. Dezember 2015 (alle Daten inbegriffen) endet.

15. Ausschüttungen.

15.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden fünf Prozent zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der einem Zehntel des Gesellschaftskapitals entspricht.

15.2 Gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital, gemäß der entsprechenden Rechte der jeweiligen Gesellschafter, durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung verkündet werden.

15.3 Es können Vorschüsse auf Dividenden vor Ende des Geschäftsjahres, durch Beschluss des Alleingeschäftsführers oder des Rates der Geschäftsführer anhand eines Zwischenabschlusses, welcher einen ausreichend ausschüttbaren Betrag aufweist, ausgezahlt werden, vorausgesetzt, dass (i) der Betrag der ausgeschüttet werden soll, nicht den Betrag des seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinns, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Reserven, aber reduziert um den Verlustvortrag und um Beträge die in die gesetzliche oder satzungsmäßige Rücklage der Gesellschaft einzustellen sind, übersteigt und dass (ii) alle derart ausgeschütteten Beträge, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn der Gesellschaft entsprechen, von dem/den Gesellschafter/n zurückzuzahlen sind.

16. Auflösung und liquidation.

16.1 Die Entscheidung über die Auflösung der Gesellschaft wird von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit dem Luxemburgischen Recht und Artikel 11.1 getroffen. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter, sich dazu entschließen die Gesellschaft aufzulösen und persönlich alle Vermögenswerte und Schulden der Gesellschaft, bekannte wie auch unbekannt, zu übernehmen.

17. Interpretation und luxemburger recht.

17.1 In der vorliegenden Satzung:

17.1.1 Umfasst/umfassen:

(a) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, auch das jeweils andere Geschlecht;

(b) (soweit sich aus dem Sachzusammenhang nichts anderes ergibt) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden auch die Mehrzahl und vice versa;

(c) eine "Person" sowohl ein Individuum, als auch eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder ein Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(d) eine satzungsgemäße Regelung oder gesetzliche Vorschrift beinhaltet alle Änderungen und die Wiederinkraftsetzungen (mit oder ohne Änderungen) hiervon.

17.1.2 die Wörter "umfassen" und "sich auf etwas beziehen" beinhalten stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung" und allgemeinen Wörtern darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben;

17.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf deren Auslegung oder Konstruktion.

17.2 Zusätzlich zu dieser Satzung wird die Gesellschaft ebenfalls von den Bestimmungen des Luxemburger Rechts geregelt.

Zeichnung - Einzahlung

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft wurde wie folgt gezeichnet:

Unterzeichner	Gesellschaftsanteile	Zeichnungspreis (EUR)
Matthew Cartisser	100	12.500
Total	100	12.500

Alle diese Gesellschaftsanteile wurden vollständig eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-), welche einem Gesellschaftskapital von zwölftausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) entspricht, ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht, was vor dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

Kostenschätzung

Die der Gesellschaft für diese Gründung entstandenen oder von ihr zu tragenden Kosten, Ausgaben, Entgelte und Gebühren jeglicher Art, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.140,-.

Ausserordentliche Generalversammlung

Unmittelbar nach der Gesellschaftsgründung fasst die wie oben benannte Erschienene, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt und die Befugnisse ausübt, welcher ihr durch Beschluss der Gesellschafter übertragen worden sind, durch ihren Vertreter folgende Beschlüsse:

1) Die folgende Person wird auf unbestimmte Dauer und mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer der Gesellschaft benannt:

- Bakary SYLLA, geboren am 1. November 1976 in Monrovia (Liberia), geschäftsansässig in 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg.

2) Als Adresse des Gesellschaftssitzes wird 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg bestimmt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

WORÜBER URKUNDE erstellt wurde zu Hesperange, mit Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Bevollmächtigte, hat letzterer mit Uns, dem unterzeichnenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: Nucera, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 novembre 2014. Relation: LAC/2014/54532. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 1^{er} décembre 2014.

Référence de publication: 2014191515/510.

(140212520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Pemberton Special Investments GP I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 192.215.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

Pemberton Asset Management Holdings Ltd, a company incorporated under the laws of Jersey with registered office set at 44 Esplanade, St. Helier, Jersey, JE4 9WG, Channel Islands (the Shareholder),

here represented by M. Oliver MALLWITZ, of Dechert LLP, professionally residing at 74 Rue de Merl, B.P. 709, Luxembourg L-2017, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11 November in Jersey.

Said proxy, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The appearing party, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Pemberton Special Investments GP I S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is to act as the general partner (associé commandité gérant) of Pemberton LP I S.C.S. - set under the form of a common limited partnership (société en commandite simple).

2.2 The Company is entitled to take any action which may seem necessary or useful in order to achieve or to further the corporate object.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office is established in Luxembourg.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

4.3 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by one hundred (100) shares (the Shares and each a Share) with a par value of one hundred and twenty five euro (EUR 125.-) per Share.

Art. 6. Amendments to the Share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a unanimous decision of the shareholder meeting.

Art. 7. Profit sharing. Each Share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

Art. 8. Indivisible Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a single representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Shares.

9.1 Shares are freely transferable amongst its shareholders if they are held only by a sole shareholder.

9.2 In case of plurality of shareholders, the transfer of Shares to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company or in case of withdrawal of a shareholder from the Company by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the remaining shareholders.

Art. 10. Redemption of Shares

10.1 The Company shall have the power to acquire Shares of its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

10.2 The acquisition and disposal by the Company of Shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders.

Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or bankruptcy of the shareholders. The Company's existence will be unaffected by the death, the suspension of civil rights, the insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Management

12.1 The Company is managed by a board (conseil de gérance) of at least three managers (each a Manager). There may be Managers of the category A (the "Managers A", each individually a "Manager A") and Managers of the category B (the "Managers B", each individually a "Manager B"). The Managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the sole shareholder or a majority decision of the general meeting of the shareholders. The sole shareholder or the general meeting of the shareholders may at any time and with or without cause revoke and replace a Manager or, in case of plurality, any one of them.

12.2 In dealing with third parties, the Managers will have all powers to act in all circumstances in the name and on behalf of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of these Articles have been complied with.

12.3 All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the sole shareholder or the general meeting of the shareholders fall within the power of the board of Managers.

12.4 The Company will be bound by the individual signature of the sole manager or, if several managers have been appointed, by the joint signatures of two managers (at least one of whom must be a Manager A and at least one of whom must be a Manager B, if applicable).

12.5 Any Manager may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The Manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12.6 The resolutions of the board of Managers shall be adopted by the majority of the Managers present or represented. The board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of the Managers are present or represented at a meeting of the board of Managers.

12.7 The board of Managers will appoint a chairman either for a specific period of time as determined in the relevant resolution or for the relevant meeting of the board (pro-tempore). The chairman will preside at the meeting for which he/she has been appointed. The board of Managers appoints the chairman by vote of the majority of the Managers present or represented at the board meeting.

12.8 In case of a tied vote, other than in respect of a resolution to appoint the chairman, the chairman has a casting vote.

12.9 Written notice of any meeting of the board of Managers will be given to all Managers, in writing or by facsimile or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting except in circumstances of emergency. A meeting of the board of Managers can be convened by any Manager. This notice may be waived if all the Managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of Managers.

12.10 A Manager may act at a meeting of the board of Managers by appointing in writing or by facsimile or electronic mail (e-mail) another Manager as his/her proxy. A Manager may also participate in a meeting of the board of Managers by conference call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the Managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Manager in a meeting by conference call, video-conference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of Managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by any Managers attending the board meeting, or by the chairman of the board of Managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

12.11 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of Managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every Manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of Managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the Managers. The Managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholder(s).

14.1 An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

14.2 Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

14.3 As long as the Company has no more than twenty five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority.

15.1 In case of a sole shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

15.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

15.3 However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital. The nationality of the Company can only be changed by unanimous vote.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on 1 January and ends on the 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements.

17.1 Each year as at the 31 December, the Company's balance sheet and the profit and loss statement are established under the responsibility of the board of Managers.

17.2 Each shareholder may inspect the balance sheet and the profit and loss statement at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to its/their share holding in the Company. The board of Managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Auditor. The Company may appoint an auditor (réviseur d'entreprises) in lieu of a commissaire aux comptes subject to applicable legal provisions.

Subscription and Payment:

The Articles having thus been established, the Shares have been subscribed by the Shareholder, pre-designated and represented as stated above.

All these Shares have been fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Transitory provisions:

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2015.

Statement and estimate of costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be nine hundred euro (EUR 900.-).

Resolutions taken by the Shareholder:

Immediately after the incorporation, the Shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of Managers is set at three. The meeting appoints as Managers of the Company for an unlimited period of time and entitles them with the following signature power:

- Conrad G. TEPPEMA, born on 1 July 1950, in Vught, the Netherlands, and residing professionally at Burgemeester Schooklaan 26, 1217LZ Hilversum, NL, with an A signatory power;
- Maximilien DAMBAX, born on 2 February 1981, in Tarbes, residing professionally at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a B signatory power;
- Jean DE COURREGES, born on 16 December 1952, in Toulouse, France, residing professionally at European Banking and Business Centre, 6B route de Treves, L-2633, Luxembourg, with a B signatory power;

2. The registered office is established at 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, the proxy-holder of the appearing party signed together, with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil quatorze, le treize novembre;

Par devant Nous Me Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé,

A COMPARU:

Pemberton Asset Management Holdings Ltd, une société constitué sous les lois de Jersey avec siège social au 44 Esplanade, St. Helier, Jersey, JE4 9WG, Channel Islands (l'Assoicé),

ici représentée par M. Oliver MALLWITZ, de Dechert LLP, avec adresse professionnelle à 74 Rue de Merl, B.P. 709, Luxembourg L-2017, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée le 11 novembre 2014 à Jersey;

Ladite procuration, après paraphe «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Pemberton Special Investments GP I S.à r.l." (la Société).

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est d'agir en tant qu'associé commandité de, et prendre des intérêts d'associé commandité dans Pemberton LP I S.C.S., sous la forme d'une société en commandite simple.

2.2 La Société peut accomplir toutes activités se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

4.2 Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du conseil de gérance de la Société.

4.3 La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux au Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales (les Parts, et individuellement une Part) d'une valeur nominale de cent vingt cinq euros (125,- EUR) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés par vote unanime.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque Part donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des Parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts indivisibles. Les Parts sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de Parts sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de Parts.

9.1 Lorsque la Société n'a qu'un associé unique, toutes cessions de Parts détenues par l'associé unique sont libres.

9.2 En cas de pluralité d'Associés, la cession de Parts à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale représentant au moins trois quarts du capital social ou en cas de retrait d'un Associé de la société par l'assemblée générale représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de Parts entre associés.

Art. 10. Rachat de Parts.

10.1 La Société pourra acquérir ses propres Parts pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves et de fonds distribuables suffisants.

10.2 L'acquisition et la disposition par la Société de Parts détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux termes et conditions qui seront décidés par l'associé unique ou une Assemblée Générale.

Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés. L'existence de la Société ne sera pas affectée par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés.

Art. 12. Gérance.

12.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins trois gérants (les Gérants, et individuellement un Gérant). Il peut y avoir des Gérants de la catégorie A (les "Gérants A", chacun individuellement un "Gérant A") et des Gérants de la catégorie B (les "Gérants B", chacun individuellement un "Gérant B"). Les Gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale, par une résolution adoptée à la majorité des associés à l'assemblée générale. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut à chaque instant avec ou sans raison particulière révoquer ou remplacer un Gérant ou, en cas de pluralité, un d'eux.

12.2 Vis-à-vis des tiers, les Gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société et sous réserve du respect des dispositions des présents statuts.

12.3 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les Statuts à l'associé unique ou à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil de gérance.

12.4 La Société sera engagée par la signature du Gérant unique ou, en cas de pluralité de Gérants, par les signatures conjointes de deux Gérants (dont un au moins doit être un Gérant A et dont un au moins doit être un Gérant B, le cas échéant).

12.5 Un Gérant peut déléguer ses compétences pour une opération spécifique à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le Gérants déléguant déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

12.6 Les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des Gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des Gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

12.7 Le conseil de gérance peut désigner un président du conseil de gérance soit pour une période déterminée tel que décrites dans les résolutions respectives soit pour une réunion du conseil de gérance spécifique. Le président présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il/elle aura été désigné. Le conseil de gérance déterminera son président par vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à la réunion concernée.

12.8 En cas d'un vote égal, autre que pour désigner le président du conseil de gérance, le président du conseil de gérance aura un vote décisif.

12.9 Un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion pourra être convoqué par chaque Gérant. On pourra passer outre cette convocation si les Gérants sont présents ou représentés à la réunion concernée et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

12.10 Tout Gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les Gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un Gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par le président de la réunion concernée, si un président a été désigné ou par tout Gérant. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

12.11 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents décrivant les résolutions et signés par tous les Gérants. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature d'un Gérant. Une décision prise par voie circulaire sera considérée comme ayant été passée au Grand-duché de Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Les Gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblée générale des associés.

14.1 Une assemblée générale annuelle des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

14.2 D'autres assemblées générales peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

14.3 Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité.

15.1 L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

15.2 En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts lui appartenant. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de Parts qu'il possède ou représente. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

15.3 Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. La nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels.

17.1 Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, suivant le cas, sous la responsabilité du conseil de gérance.

17.2 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du

capital social. Le solde du bénéfice net sera distribué aux associés sur base proportionnelle de leurs détentions de Parts dans la Société. Les conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la liquidation de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé (s) ou non, nommés par le(s) associé(s) qui fixera (fixeront) leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Réviseur d'entreprises. La Société peut nommer un réviseur d'entreprises au lieu d'un commissaire aux comptes conformément aux dispositions légales applicables.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les Parts ont été souscrites par l'Associé, pré-désigné et représentée comme indiqué ci-dessus, Tous les Parts ont été libérées entièrement par le souscripteur prèdit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant.

Disposition transitoire:

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Déclaration et estimation des frais

Le notaire passant le présent acte déclare que les conditions prévues à l'article 26 de la Loi de 1915 ont été remplies et s'en porte expressément témoin. Par ailleurs, le notaire passant le présent acte déclare que les statuts remplissent les conditions de l'article 27 de la Loi de 1915.

Les coûts, dépenses, salaires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui puissent être engagés ou mis à la charge de la Société en conséquence de sa constitution sont évalués approximativement à neuf cents euros (900,- EUR).

Résolutions prises par l'associé:

Immédiatement après la constitution, l'Associé, représenté comme ci-avant et représentant l'entièreté du capital souscrit de la Société, a adopté les résolutions suivantes:

1. Le nombre de Gérants est fixé à trois (3). Les personnes suivantes sont nommées Gérantes, chacune pour une durée indéterminée:

- Conrad G. TEPPEMA, né le 1^{er} juillet 1950 à Vught, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au Burgemeester Schoonklaan 26, 1217LZ Hilversum, NL, avec une signature A;

- Maximilien DAMBAX, né le 2 février 1981 à Tarbes, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec une signature A;

- Jean DE COURREGES, né le 16 décembre 1952 à Toulouse, France, avec adresse professionnelle à European Banking and Business Centre, 6B route de Trèves, L-2633, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec une signature B.

2. Le siège social est établi au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: O. MALLWITZ, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 novembre 2014. LAC/2014/54727. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014191390/339.

(140212696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

KH III Lending 801 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2a, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 192.235.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of November,
before Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS III LP, a limited partnership established under the law of Jersey, having its registered office at Elizabeth House 9 Caste Street, St Helier, JE2 3RT Jersey and registered with the Jersey Financial Service Commission under number 1808 represented by its general partner KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS III GP LIMITED, a limited company established under the law of Jersey, having its registered office at Elizabeth House 9 Caste Street, St Helier, JE2 3RT Jersey and registered with the Jersey Financial Service Commission under number 116011 (the Subscriber),

hereby represented by Thibaud Herberigs, attorney, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the Subscriber and the undersigned notary, shall remain attached to and shall be filed together with this notarial deed with the registration authorities.

The Subscriber, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

Section I. - Definitions

Articles means the articles of association of the Company as amended from time to time;

Board means the board of managers of the Company;

Chairman has the meaning given to it in article 12.2 of the Articles;

Class A Managers has the meaning given to it in article 12.1 of the Articles;

Class B Managers has the meaning given to it in article 12.1 of the Articles;

Companies Act means the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended;

Company means "KH III Lending 801 S.à r.l.";

General Meeting means a general meeting of the shareholders of the Company; and General Meetings means any of them;

Manager means a member of the Board; and Managers means all of them;

Secretary has the meaning given to it in article 14 of the Articles;

Shareholder means any person holding Shares or to whom Shares are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles; and Shareholders means all of them;

Share means any issued share from time to time in the capital of the Company; and Shares means all of them;

Sole Manager means, in the case there is only one Manager, the sole Manager of the Company; and

Sole Shareholder means, in the case there is only one Shareholder, the sole Shareholder of the Company.

Section II. - Articles of association

Art. 1. Form, name and number of Shareholders.

1.1 Form and name

There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name of "KH III Lending 801 S.à r.l.".

1.2 Number of Shareholders

The Company may have a Sole Shareholder or several Shareholders.

Where the Company has only a Sole Shareholder, any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option,

securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing matters.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg city. It may be transferred within such municipality by a resolution of the Board or, as the case may be, of the Sole Manager. The registered office may also be transferred within such municipality by a resolution of the General Meeting or, as the case may be, of the Sole Shareholder.

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share capital.

5.1 Outstanding share capital

The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred British pounds (GBP 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary Shares having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.2 Contribution to a "capital surplus" account

The Board is authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the Board, within the limit prescribed by Luxembourg law. A capital contribution without the issuance of new shares shall be booked in a "capital surplus" account in accordance with Luxembourg law.

In addition, the General Meeting is also authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the "capital surplus" account referred to in the above paragraph.

Art. 6. Amendments to the Share capital. The Share capital may be changed at any time by a decision of the Sole Shareholder or by decision of the General Meeting, in accordance with article 16 of these Articles.

Art. 7. Profit sharing. The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in article 19 in any year in which the General Meeting or, as the case may be, the Sole Shareholder resolves to make any distribution of dividends.

Art. 8. Indivisible Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Shares. In case of a Sole Shareholder, the Shares held by the Sole Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised by the General Meeting who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of Shares among the Shareholders.

The transfer of Shares mortis causa to third parties must be accepted by the Shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving Shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Companies Act will apply.

Art. 10. Redemption of Shares. The Company shall have power to acquire Shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of Shares held by it in its own Share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the Sole Shareholder or the General Meeting. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 16 of these Articles.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the Shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the Sole Shareholder or of one of the Shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management.

12.1 Management

The Company is managed by one or several Managers. If several Managers are appointed, they will constitute a Board. The Manager(s) need not to be Shareholder.

The Manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the General Meeting, adopted by Shareholders owning more than half of the share capital or, as the case may be, of the Sole Shareholder. The General Meeting or, as the case may be, the Sole Shareholder may at any time and without cause (ad nutum) dismiss and replace any Manager.

The Shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the Class A Managers) or class B Managers (the Class B Managers).

The Shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

12.2 Meetings of the Board

A chairman pro tempore of the Board (the Chairman) may be appointed by the Board for each Board meeting. The Chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the Board for which he has been appointed. The Chairman pro tempore is appointed, by vote of the majority of the Managers present or represented at the meeting of the Board.

The Board shall meet upon call by any Managers at the place indicated in the meeting notice.

Written meeting notice of the Board shall be given to all the Managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written meeting notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state they have been duly informed and have had full knowledge of the agenda of the meeting. In addition, if all the members of the Board are present or represented during the meeting and they agree unanimously to set the agenda of the meeting, the meeting may be held without having been convened in the manner set out above.

A member of the Board may waive the written meeting notice by giving his/her consent in writing. Copies of consents in writing that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such consents in writing at a meeting of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and at places determined in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing another Manager as his or her proxy. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or by e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a meeting of the Board.

Any Manager may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or by similar means of communication whereby (i) the Managers attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the Managers can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

The Board may validly deliberate and make decisions only if at least the majority of its members is present or represented. However, in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented. Decisions are made by the majority of the votes expressed by the members present or represented. If a member of the Board abstains from voting or does not participate to a vote, this abstention or non-participation are not taken into account in calculating the majority. A Manager may represent more than one Manager by proxy, under the condition however that at least two Managers are present at the meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or more documents containing the resolutions, signed by each Manager, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12.2 does not apply where the Company is managed by a Sole Manager.

12.3 Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Manager

The resolutions passed by the Sole Manager shall be documented by minutes or by resolutions in writing. The minutes or the resolutions in writing made by the Sole Manager shall be signed by the Sole Manager.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by all the directors present at such meeting or, as the case may be, by the Chairman.

12.4 Powers of the Board and the Sole Manager

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed any actions necessary or useful in connection with the purpose of the Company. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the Articles to the General Meeting fall within the authority of the Board or, as the case may be, of the Sole Manager.

As long as the Company has only a Sole Manager, the Sole Manager has the same powers as those conferred on the Board. In such a case, any reference in these Articles to decisions made or powers exercised by the Board shall be a reference to decisions made or powers exercised by the Sole Manager.

12.5 Delegation of powers

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, may appoint one or more persons (délégué à la gestion journalière), who may be a Shareholder or not, or who may be a Manager or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters pertaining to the daily management and affairs of the Company.

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, is also authorised to appoint a person, either a Manager or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

12.6 Binding signatures

The Company shall be bound towards third parties in all matters (i) by the joint signatures of any two Managers or (ii), in the case of a Sole Manager, by the sole signature of the Sole Manager.

However, if the Shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

In respect of the daily management, the Company shall be bound by the sole signature of the person appointed to that effect.

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or by the sole signature of the person to whom specific signatory power is granted by the Company, but only within the limits of such power.

Art. 13. Liability of the Manager(s). A Manager assumes, by reason of his/her position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/her in the name of the Company.

Art. 14. Appointment of a secretary. A secretary may be appointed by a resolution of the Board (the Secretary). The Secretary, who may or may not be a Manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the Board and, to the extent practical, of the General Meeting, and to keep the records and the minutes of the Board and of the General Meeting in a book to be kept for that purpose in Luxembourg, and she/he shall perform like duties for all committees of the Board (if any) when required. She/he shall have the authority to delegate his powers to one or several persons provided she/he shall remain responsible for the tasks so delegated. The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, to be used as official documents vis-à-vis any third parties.

Article 14 does not apply where the Company is managed by a Sole Manager.

Art. 15. General Meetings.

15.1 Powers of the General Meeting or of the Sole Shareholder

As long as the Company has only one shareholder, the Sole Shareholder has the same powers as those conferred on the General Meeting. In such a case, any reference in these Articles to decisions made or powers exercised by the General Meeting shall be a reference to decisions made or powers exercised by the Sole Shareholder.

In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders.

15.2 Annual General Meeting - Other General Meetings

An annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

If the Company is composed of several Shareholders, but no more than twenty-five (25) Shareholders, resolutions of the Shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Shareholders. Should such written

resolutions be sent by the Manager(s) to the Shareholders for adoption, the Shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the General Meeting shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General Meetings, including the annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 16. Shareholders' voting rights, quorum and majority.

16.1 Notice of General Meetings

Unless there is a Sole Shareholder, the Shareholders may also meet in a General Meeting upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles or the Companies Act, by the Board or, as the case may be, the Sole Manager, subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by Shareholders representing more than half ($\frac{1}{2}$) of the share capital.

The convening notice sent to the Shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant General Meeting. The agenda for a General Meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

16.2 Attendance - Representation

All Shareholders are entitled to attend and speak at any General Meeting.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, who need not be a Shareholder, as its proxy in writing. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a General Meeting.

Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communication whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

16.3 Vote

At any General Meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles, resolutions shall be adopted by Shareholders representing more than half ($\frac{1}{2}$) of the share capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the Shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any General Meeting, convened in accordance with the Articles or the Companies Act, for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the majority requirements shall be a majority of Shareholders in number representing at least three quarters ($\frac{3}{4}$) of the share capital. The nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

16.4 Minutes

The minutes of the General Meeting shall be signed by the Shareholders present and may be signed by any Shareholders or the proxyholder(s) representing the Shareholder(s), who so request.

The resolutions adopted by the Sole Shareholder shall be documented in writing and signed by the Sole Shareholder or by the proxyholder representing the Sole Shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the Shareholder(s) as well as of the minutes of the General Meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the Sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 17. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of the same year.

Art. 18. Financial statements. At the end of each Financial Year, the accounts are closed and the Board or, as the case may be, the Sole Manager, draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the applicable laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the Shareholder(s) for approval.

Each Shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) Shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual General Meeting.

Art. 19. Appropriation of profits, reserves. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law. That allocation to the legal reserve will cease to be required as soon and as long as the legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the legal reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s), each Share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Companies Act and in compliance with the foregoing provisions, Board or, as the case may be, the Sole Manager, may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Board or, as the case may be, the Sole Manager, fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 20. Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholder(s) adopted by half of the Shareholders holding three quarters ($\frac{3}{4}$) of the share capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board or, as the case may be, the Sole Manager or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 21. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than twenty-five (25) Shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 22. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional provisions

The first financial year begins as per today's date and ends on 31 December 2015.

The first annual General Meeting will be held in 2016.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed in its entirety by the appearing party KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS III LP, which hereby subscribes to twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary Shares with a nominal value of one British pound (GBP 1) each. The subscription amount is allocated to the share capital account of the Company.

All these shares have been paid up in cash for an aggregate amount of twelve thousand and five hundred British pounds (GBP 12,500) and therefore the amount of twelve thousand and five hundred British pounds (GBP 12,500) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,350.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. Are appointed as Class A Managers for an unlimited period:

(i) Nicolas West, born on 17 May 1972 in Aylesbury, United Kingdom, with professional address at 105, Wigmore Street, W1U 1QY; London, United Kingdom; and

(ii) Andrew Pettit, born on 07 March 1968 in Cleethorpes, United Kingdom, with professional address at 105, Wigmore Street, W1U 1QY; London, United Kingdom.

2. Are appointed as Class B Managers for an unlimited period

(i) Pamela Morag Valasuo, born on 26 May 1975 in Borga Iki, Finland, with professional address at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg; and

(ii) Miranda Suzanne Helen Lansdowne, born on 03 October 1974 in Rugby, United Kingdom, with professional address at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

3. The Company shall have its registered office at 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de novembre,
par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS III LP, une société en commandite simple (limited partnership) constituée en vertu des lois de Jersey, ayant son adresse au Elizabeth House 9 Caste Street, St Helier, JE2 3RT Jersey et immatriculée au Jersey Financial Service Commission sous numéro 1808 représenté par son associé commandité (general partner) KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS III GP LIMITED, une société anonyme (limited company) constituée en vertu des lois de Jersey, ayant son adresse au Elizabeth House 9 Caste Street, St Helier, JE2 3RT Jersey and et immatriculée au Jersey Financial Service Commission sous numéro 116011 (le Souscripteur),

ici représentée par Thibaud Herberigs, avocat, résident à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom du Souscripteur et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

Le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Section I. - Définitions

Statuts (Articles) désigne les statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre;

Conseil (Board) désigne le conseil de gérance de la Société;

Président (Chairman) a la signification qui lui est conférée à l'article 12.2 des Statuts;

Gérants de Catégorie A a la signification qui lui est conférée à l'article 12.1 des Statuts;

Gérants de Catégorie B a la signification qui lui est conférée à l'article 12.1 des Statuts;

Loi de 1915 (Companies Act) désigne la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

Société (Company) signifie «KH III Lending 801 S.à r.l.»;

Assemblée Générale (General Meeting) désigne l'assemblée générale des associés de la Société et Assemblées Générales (General Meetings) désigne l'une d'entre elles;

Gérant (Manager) désigne un membre du Conseil; et Gérants (Managers) désigne les désigne dans leur ensemble;

Secrétaire (Secretary) a la signification qui lui est conférée à l'article 14 des Statuts;

Associé (Shareholder) désigne toute personne détenant des Parts Sociales ou à qui des Parts Sociales ont été transférées ou émises de temps à autre (excluant la Société) en accord avec les termes des Statuts; et Associés (Shareholders) les désigne dans leur ensemble;

Part Sociale (Share) signifie toute part sociale émise de temps à autre dans le capital social de la Société; et Parts Sociales (Shares) les désigne dans leur ensemble;

Gérant Unique (Sole Manager) désigne, dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Gérant, le gérant unique de la Société; et

Associé Unique (Sole Shareholder) désigne, dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, l'associé unique de la Société.

Section II. - Statuts

Art. 1^{er}. Forme, dénomination et nombre d'Associés.

1.1 Forme et dénomination

Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de «KH III Lending 801 S.à r.l.».

1.2 Nombre d'Associés

La Société peut avoir un Associé Unique ou plusieurs Associés.

Lorsque la Société n'a un Associé Unique, toute référence aux Associés dans les Statuts est une référence à l'Associé Unique.

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, et notamment mais non exclusivement, des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits intellectuels, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer des licences et des droits intellectuels de toute origine.

En plus, la Société peut acquérir et céder des propriétés immobilières, pour son propre compte, à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger et elle peut effectuer toutes les opérations en relation avec des propriétés immobilières, y compris la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères qui ont comme objet principal l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de propriétés immobilières.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y compris, mais non exclusivement, leur gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social décrit ci-avant.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg. Il peut être transféré au sein de la municipalité par une décision du Conseil ou, le cas échéant du Gérant Unique. Le siège social peut également être transféré au sein de cette municipalité par simple décision d'une Assemblée Générale ou, le cas échéant de l'Associé Unique.

Le Conseil ou, le cas échéant le Gérant Unique peut établir des succursales, des bureaux, des centres administratifs et agences en tout lieu qu'il jugera utile, que cela soit à ou en dehors du Grand-Duché du Luxembourg.

Art. 5. Capital social.

5.1 Montant du capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq-cents livres sterling (12.500 GBP) représenté par douze mille cinq-cents (12.500) Parts Sociales ordinaires d'une valeur nominale d'une livre sterling (1 GBP) chacune.

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la Société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la réserve légale.

5.2 Apport au compte de «capital surplus»

Le Conseil est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, effectué selon les conditions définies par le Conseil et dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales doit être enregistré dans un compte de capital surplus conformément à la loi luxembourgeoise.

De plus, l'Assemblée Générale est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales, réalisés au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise; de tels apports seront enregistrés dans le compte de capital surplus mentionné au paragraphe ci-dessus.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'Associé Unique sinon de l'Assemblée Générale, conformément à l'article 16 des présents Statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Les bénéfices que la Société peut décider de distribuer sont alloués de la manière décrite à l'article 19 au cours d'un exercice où l'Assemblée Générale ou, le cas échéant l'Associé Unique, décide de procéder à une distribution de dividendes.

Art. 8. Parts Sociales indivisibles. Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de Parts Sociales. Toutes cessions de Parts Sociales détenues par l'Associé Unique sont libres.

En cas de pluralité d'Associés, la cession de Parts Sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'Assemblée Générale représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de Parts Sociales entre associés.

La cession de Parts Sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les Associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la Loi de 1915 doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de Parts Sociales. La Société pourra acquérir ses propres Parts Sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de Parts Sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par l'Associé Unique ou une Assemblée Générale. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 16 des Statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des Associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'Associé Unique, sinon d'un des Associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance.

12.1 Gérance

La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants. En cas de pluralité de Gérants, ils constituent ensemble un Conseil. Les Gérants n'ont pas besoin d'être Associés.

Les Gérants sont désignés, révoqués et remplacés par une décision de l'Assemblée Générale adoptée par les Associés détenant plus de la moitié du capital social ou, le cas échéant de l'Associé Unique. L'Assemblée Générale ou, le cas échéant l'Associé Unique peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe lequel des Gérants.

Les Associés pourront qualifier les Gérants nommés de Gérants de catégorie A (les Gérants de Catégorie A) ou Gérants de catégorie B (les Gérants de Catégorie B).

Le ou les Associés ne prennent pas part à, ni n'interfèrent dans, la gestion de la Société.

12.2 Réunions du Conseil

Un président pro tempore du Conseil (le Président) peut être désigné par le Conseil pour chaque réunion du Conseil. Le Président, si un président a été désigné, présidera la réunion du Conseil pour laquelle il aura été désigné. Le président pro tempore est désigné par un vote de la majorité des Gérants présents ou représentés lors de la réunion du Conseil.

Le Conseil se réunira sur convocation par tout Gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date de ladite réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de l'urgence devront être décrits brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans avis de convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de la réunion du Conseil et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. En outre, si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés à une réunion et décident à l'unanimité d'établir un ordre du jour, la réunion pourra être tenue sans convocation préalable effectuée de la manière décrite ci-dessus.

Tout membre du Conseil peut décider de renoncer à la convocation écrite en donnant son accord par écrit. Les copies de ces accords écrits qui sont transmises par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées comme preuve des accords écrits à la réunion du Conseil. Une convocation écrite spéciale n'est pas requise pour une réunion du Conseil se tenant aux lieux et dates prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Tout membre du Conseil pourra se faire représenter à une réunion en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire. Des copies des procurations écrites transmises par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées comme preuves des procurations à la réunion du Conseil.

Tout Gérant peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant (i) à tous les Gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés (ii)

à toute personne participant à la réunion d'entendre les autres participants et de leur parler, (iii) de retransmettre la réunion de façon continue et (iv) aux Gérants de délibérer valablement. La participation à une réunion du Conseil tenue par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil tenue par un tel moyen de communication est réputée avoir lieu à Luxembourg.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres du Conseil présents ou représentés. Si un membre du Conseil s'est abstenu de voter ou n'a pas pris part au vote, son abstention ou sa non-participation ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants par procuration, à condition toutefois qu'au moins deux Gérants soient présents à la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution résultera d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par chacun des Gérants, manuellement ou électroniquement au moyen d'une signature électronique reconnue au Luxembourg. La date d'une telle résolution sera celle de la dernière signature.

Le présent article 12.2 ne s'applique pas si la Société est gérée par un Gérant Unique.

12.3 Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions du Gérant Unique

Les résolutions prises par le Gérant Unique seront documentées dans des procès-verbaux ou des résolutions écrites. Les procès-verbaux des résolutions écrites du Gérant Unique seront signés par ce dernier.

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil seront signés soit par l'ensemble des Gérants présents à ladite réunion soit, le cas échéant, par le Président.

12.4 Pouvoirs du Conseil et du Gérant Unique

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles se rapportant à l'objet de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont attribués au Conseil ou, le cas échéant, au Gérant Unique.

Lorsque la Société a un Gérant Unique, ce dernier dispose des mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés au Conseil. Dans un tel cas, toute référence dans les présents Statuts à des décisions prises ou aux pouvoirs exercés par le Conseil sont des références à des décisions prises ou aux pouvoirs exercés par le Gérant Unique.

12.5 Délégation de pouvoirs

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, peut nommer un ou plusieurs délégués à la gestion journalière, qui peuvent être associés ou non, Gérant ou non, et qui auront les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière de la Société.

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, est aussi autorisé à nommer une personne, Gérant ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

12.6 Signatures autorisées

La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil ou (ii) la signature du Gérant Unique en cas de Gérant Unique.

Toutefois, si les Associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

En ce qui concerne la gestion journalière, la Société sera engagée par la signature unique de la personne nommée à cet effet.

La Société est en outre engagée par la signature conjointe de toutes les personnes ou la signature unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par la Société, et ce uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les Gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Nomination d'un secrétaire. Un secrétaire pourra être nommé en vertu d'une résolution du Conseil (le Secrétaire). Le Secrétaire, qui peut être un gérant ou non, agira en tant que clerc aux réunions du Conseil et, dans la mesure du possible, aux assemblées générales des associés. Il devra enregistrer le procès-verbal et établir un compte-rendu du Conseil et des Assemblées Générales dans un livre prévu à cet effet conservé au Luxembourg. Ses attributions seront les mêmes pour tous les comités du Conseil (le cas échéant) si nécessaire. Il pourra déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes, à condition qu'il reste seul responsable des tâches ainsi déléguées. Le Secrétaire pourra émettre au nom de la Société, des certificats et extraits à produire devant les cours et tribunaux, et plus généralement à utiliser comme documents officiels vis-à-vis des tiers.

Le présent article 14 ne s'applique pas si la Société est gérée par un Gérant Unique.

Art. 15. Assemblées Générales.

15.1 Pouvoirs des Associés ou de l'Associé Unique

Le ou les Associés ont les pouvoirs qui leur sont conférés par les Statuts et la Loi de 1915. L'Associé unique exerce les pouvoirs incombant à l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des Associés.

15.2 Assemblée Générale annuelle - autres Assemblées Générales

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou en tout autre lieu au sein de la commune de son siège social, tel que spécifié dans l'avis de convocation à l'assemblée.

Si la Société a plusieurs Associés, sans toutefois dépasser vingt-cinq (25) Associés, les résolutions des Associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent résulter d'un seul et même document ou de plusieurs documents distincts de contenu identique, chacun étant signé par un ou plusieurs Associés. En cas d'envoi de ces résolutions écrites par le ou les Gérants à ou aux Associés en vue de leur adoption, les Associés ont l'obligation -dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi du texte des propositions de résolutions - d'exprimer leur vote écrit en retournant ces résolutions par tout moyen de communication permettant de transmettre un texte écrit. Les règles de quorum et de majorité applicables à l'adoption des résolutions par l'Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption des résolutions écrites.

Chaque Assemblée Générale, y compris l'Assemblée Générale annuelle, se tiendra au siège social de la Société ou en tout autre endroit du Luxembourg. Une Assemblée Générale pourra se tenir à l'étranger si, suivant l'appréciation du ou des Gérants dont la décision est définitive et obligatoire, un cas de force majeure l'exige.

Art. 16. Droits de vote des Associés, quorum et majorité.

16.1 Convocation des Assemblées Générales

Sauf en cas d'Associé Unique, les Associés peuvent aussi se réunir en Assemblée Générale sur convocation conformément aux Statuts ou à la Loi de 1915, du ou des Gérants, ou, par le ou le(s) commissaire(s) aux comptes (le cas échéant), ou, par un groupe d'Associés représentant plus de la moitié ($\frac{1}{2}$) du capital social.

Les convocations envoyées aux Associés indiqueront le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour et la nature des questions qui feront l'objet des délibérations. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale spécifie également, le cas échéant, toute proposition de modification des Statuts et, le cas échéant, inclut le texte des changements concernant l'objet social ou la forme sociale de la Société.

Chaque fois que tous les Associés sont présents ou représentés à une Assemblée Générale et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée peut avoir lieu sans convocation préalable.

16.2 Présence et représentation

Chaque Associé peut participer et prendre la parole à une Assemblée Générale.

Chaque Associé peut prendre part à une Assemblée Générale de la Société en désignant par écrit une autre personne, Associé ou non, comme son mandataire. Des copies des procurations écrites envoyées par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées par l'Assemblée Générale comme preuves de procurations écrites.

Tout Associé peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Associés participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion est retransmise de façon continue et (iv) les Associés peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion tenue par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à ladite réunion.

16.3 Vote

En dehors des Assemblées Générales convoquées en vue de modifier les Statuts de la Société ou de voter des résolutions dont l'adoption est soumise à des règles de quorum et de majorité applicables en matière de modification des Statuts selon le cas, les résolutions sont adoptées par les Associés représentant plus de la moitié ($\frac{1}{2}$) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion (ou consultation écrite), les Associés sont convoqués (ou consultés) une deuxième fois et les résolutions sont adoptées, quel que soit le nombre de Parts Sociales représentées, à la majorité simple des voix exprimées.

Les résolutions d'une Assemblée Générale, convoquée conformément aux Statuts ou à la Loi de 1915, aux fins de modifier les Statuts de la Société ou de voter des résolutions dont l'adoption est soumise à des règles de quorum et de majorité applicables en matière de modification des Statuts, sont adoptées à la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts ($\frac{3}{4}$) du capital social. La nationalité de la Société peut seulement être modifiée à l'unanimité des Associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

16.4 Procès-verbaux

Le procès-verbal de l'Assemblée Générale est signé par les Associés présents et peut être signé par les Associés ou par le(s) représentant(s) des Associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'Associé Unique sont constatées par des procès-verbaux signés par l'Associé unique ou par le représentant de l'Associé Unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par le ou les Associés, ainsi que le procès-verbal de l'Assemblée Générale à produire en justice ou à un autre titre, sont signés par le Gérant unique ou par deux (2) Gérants agissant conjointement en cas de pluralité de Gérants.

Art. 17. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 18. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'Exercice Social, les comptes sont clôturés et le(s) Gérant(s) dressent un inventaire de l'actif et du passif, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément aux lois applicables.

Les comptes annuels statutaires et/ou consolidés sont soumis à l'approbation du ou des Associés.

Chaque Associé ou son représentant peut consulter les documents financiers au siège social de la Société. Si la Société comprend plus de vingt-cinq (25) Associés, ce droit peut seulement être exercé dans les quinze (15) jours calendaires précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 19. Distribution des bénéfices, réserves. Le bénéfice net annuel de la Société est affecté à concurrence d'au moins cinq pour cent (5 %) à la formation ou l'alimentation de la réserve requise par la loi. Cette affectation à la réserve légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social émis de la Société.

A l'issue de l'affectation à la réserve légale, le ou les Associés décident du mode d'affectation du solde du bénéfice net annuel en allouant tout ou partie du solde à la constitution d'une réserve ou d'une provision, en reportant cette somme sur l'exercice social qui suit ou en la distribuant, ainsi que du report à nouveau, des réserves distribuables ou de la prime d'émission à ou aux Associés, chaque Part Sociale conférant les mêmes droits dans le cadre de ces distributions.

Sous réserve des conditions (le cas échéant) prescrites par la Loi sur les Sociétés et conformément aux dispositions qui précèdent, le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux Associés. Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique fixent le montant et la date de paiement de ces acomptes sur dividendes.

Art. 20. Liquidation. La Société peut être dissoute par résolution du ou des Associés adoptée par la moitié des Associés détenant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera conduite par le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique ou toutes autres personnes (personnes physiques ou personnes morales) nommées par le ou les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après avoir réglé l'ensemble des dettes et passifs de la Société (y compris les frais de liquidation), le boni net de liquidation sera distribué à ou aux Associé(s) de sorte qu'un résultat identique à celui fixé par les règles de distribution prévues pour les versements de dividendes soit atteint sur une base globale.

Art. 21. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises agréé. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de vingt-cinq (25) Associés. Un réviseur d'entreprises agréé doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 22. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les Associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence en date d'aujourd'hui et se clôt le 31 décembre 2015.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2016.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit dans son intégralité par la partie comparante KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS III LP, qui par la présente souscrit à douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales d'une livre sterling (1 GBP) chacune. Le montant de la souscription est alloué au compte du capital social de la Société.

Toutes les Parts Sociales ainsi souscrites ont été libérées par un versement en numéraire d'un montant total de douze mille cinq cents livres sterling (12.500 GBP) et donc le montant de douze mille cinq cents livres sterling (12.500 GBP) se trouve dorénavant et déjà à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.350 EUR.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes: 1. Sont nommés Gérants de Catégorie A pour une durée illimitée:

(i) Nick West, né le 17 mai 1972 à Aylesbury Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 105, Wigmore Street, W1U 1QY, Londres, Royaume-Uni; et

(ii) Andrew Pettit, né le 7 mars 1968 à Cleethorpes, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 105, Wigmore Street, W1U 1QY, Londres, Royaume-Uni.

2. Sont nommés Gérants de Catégorie B pour une durée illimitée

(i) Pamela Morag Valasuo, née le 26 mai 1975 in Borga Ik, Finlande, ayant son adresse professionnelle au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg; et

(ii) Miranda Suzanne Helen Lansdowe, née le 3 octobre 1974 in Rugby, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 2a, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Herberigs, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 21 novembre 2014. Relation: RED/2014/2375. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 1^{er} décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014191226/690.

(140213147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Santa Capital Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.644.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 Décembre 2014.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2014192131/13.

(140213830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Kevlar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 77.316.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014190336/9.

(140212198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.
